

SOUS PRÉFECTURE DE CLERMONT

COMMISSION DE SUIVI DE SITE
Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux
Société GURDEBEKE à HARDIVILLERS

Vendredi 24 juin 2016 – 10h00

Rédacteur	Destinataires
DREAL – Unité Départementale de l'Oise	L'ensemble des participants et excusés

Participants :

- M. Coulon, le sous-préfet de Clermont
- M^{me} Dumont, sous-préfecture de Clermont
- M. Gurdebeke, société Gurdebeke
- M. Hanser, société Gurdebeke
- M. Dornic, société Gurdebeke
- M^{me} Quelin, société Gurdebeke
- M. Vervin, société Gurdebeke
- M. Dautresire, mairie d'Hardivillers
- M. Mionnet, mairie de Breteuil
- M. Cotel, Communauté de Communes de la Vallée de la Brèche et de la Noye
- M^{me} Cordier, Conseil Départemental de l'Oise
- Mme Damour, ARS
- M. Vallet, DDT Oise
- M. Pineau, association le R.O.S.O.
- M. Bremard, association ADEBA
- M. Choquet, DREAL Picardie
- M. Prévost, DREAL Picardie

Absent excusé :

- M. Maquinghein, association Picardie Nature

Compte-rendu

M. le sous-préfet ouvre la Commission de Suivi de Site (CSS) à 10h10 et remercie l'ensemble des participants.

Avant de commencer l'ordre du jour, M. Mionnet fait remarquer que la transmission du compte-rendu a été tardive et demande des informations à propos du délai de transmission du rapport d'activité et si les analyses demandées par la DREAL ont été effectivement réalisées.

La DREAL précise qu'elle a reçu les éléments un peu plus tôt qu'auparavant, ce qui a permis de demander des compléments à la société Gurdebeke dans le cadre de l'analyse de son rapport d'activité.

M. le sous-préfet annonce que la prochaine CSS se tiendra probablement vers la deuxième quinzaine d'octobre et débute l'ordre du jour.

1. Bilan de l'activité 2015 de la société Gurdebeke (voir présentation jointe)

La quantité de déchets reçue en 2015 est de 10 551 tonnes, en baisse de 70 % par rapport au tonnage reçu en 2014. M. Gurdebeke précise que, de son analyse, cette baisse est due, d'une part, à une régression de l'activité dans la région et, d'autre part, à la différence du taux de TGAP (Taxe Générale sur les Activités Polluantes) entre un centre de stockage de déchets qui valorise le biogaz (TGAP fixée à 23 euros la tonne de déchet) et un centre qui ne le valorise pas (TGAP fixée à 32 euros la tonne de déchet), étant entendu que l'absence de production de biogaz sur le site d'Hardivillers empêche toute valorisation. M. Gurdebeke indique qu'il a signalé cette différence de valeur de la TGAP au Ministère pour voir si une évolution peut être envisagée.

La majorité des déchets proviennent essentiellement de la Somme (42%).

M. Mionnet demande comment il est possible d'accepter un déchet industriel banal (DIB) dans une ISDND.

M. Gurdebeke répond qu'il est possible d'accepter tout type de déchets non dangereux dont le DIB, dès lors qu'il répond aux critères d'acceptation définis pour le centre de stockage et tel que repris dans l'arrêté préfectoral du site.

M. Mionnet ajoute que la TGAP ne pourra jamais baisser car les politiques environnementales favorisent le recyclage des déchets et leur valorisation. Il ajoute avoir demandé antérieurement à la DREAL des explications sur la hausse de la TGAP.

La DREAL confirme en effet que la politique gouvernementale au travers du plan national déchets vise à réduire la quantité de déchets mis en enfouissement et ajoute que l'absence de production de matière fermentescible sur le site d'Hardivillers réduit le potentiel de nuisances olfactives.

M. Mionnet ajoute que la valorisation du biogaz permet de faire baisser le taux de la TGAP, ce que ne fait pas M. Gurdebeke et de ce fait le pénalise.

M. le sous-préfet indique que la gestion des déchets et leur valorisation est un grand sujet qui est maintenant géré par le Conseil Régional suite à la parution de la loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République).

La DREAL précise que la Loi NOTRe d'août 2015 transfère effectivement le Plan Déchets du département à la région et que l'échéance de février 2017 pour la finalisation de ce plan ne pourra vraisemblablement pas être tenue.

*** Qualité des eaux souterraines**

En comparaison avec l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine, les valeurs des paramètres suivis aux piézomètres 1 à 5 sont inférieures aux valeurs limites réglementaires fixées dans cet arrêté. Il est noté une

baisse régulière de la concentration des COV au niveau du piézomètre 5 et une évolution notable à la hausse de la turbidité au piézomètre 4 et surtout au piézomètre 2.

Du fait de la hausse de la valeur de la turbidité, la DREAL soulève une dégradation éventuelle de la qualité de l'eau.

M. Gurdebeke avance comme hypothèse un excès de pompage et précise que la turbidité mesurée du piézomètre 2 sera particulièrement surveillée lors des prochains prélèvements.

M. Mionnet ajoute que la somme des Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) est manquante dans le récapitulatif transmis par le laboratoire.

La DREAL fait remarquer que chacun des composants mesurés constitutifs de la somme des HAP est inférieur au seuil de détection du laboratoire d'analyses.

Il est demandé à M. Gurdebeke d'être plus explicite sur la signification du terme « non déterminé » dans les rapports d'analyse réalisés par le laboratoire.

M. le sous-préfet demande à M. Gurdebeke de poursuivre sa présentation et M. Gurdebeke explique les paramètres mesurés :

- Concentration en Carbone Organique Total (COT) : pic de concentration en avril 2015. Les concentrations diminuent sur l'ensemble des piézomètres excepté le n° 2.
- Concentration en potassium : la concentration est en constante diminution.
- Concentration en chlorures : une diminution générale des concentrations est observée depuis avril 2014 malgré une légère augmentation des valeurs mesurées en octobre 2015.
- Concentration en nitrates : également une diminution générale des concentrations.
- Concentration en sulfates : les valeurs mesurées en 2015 sont les plus faibles depuis la mise en service du site en 2012, avec un taux plus élevé au piézomètre 4.
- Concentration en fluorures : mesures relativement stables excepté au piézomètre 5.
- Concentration en sodium : après une constante augmentation jusqu'en avril 2015, diminution des valeurs excepté au piézomètre 4.
- Concentration en hydrogénocarbonates : concentrations relativement constantes excepté au piézomètre 4.

M. Cotel demande comment techniquement les pics de concentration de certains paramètres sur les piézomètres peuvent s'expliquer.

M. Gurdebeke répond que les campagnes sont en avril et en octobre et que les pics apparaissent surtout en avril, lorsque les nappes des eaux souterraines se rechargent du fait des précipitations plus abondantes.

*** Qualité des eaux de ruissellement**

L'ensemble des paramètres mesurés répondent aux valeurs limites réglementaires fixées dans l'arrêté préfectoral.

Il est cependant remarqué une erreur d'unité au niveau des valeurs limites dans le tableau récapitulatif.

*** Gestion des lixiviats**

Le site exploite actuellement 2 alvéoles de 8 360 m².

M. Gurdebeke précise que depuis janvier 2016, les lixiviats bruts sont stockés sur site dans un bassin étanche puis sont régulièrement envoyés vers la station d'épuration de la société SÉCODE (VÉOLIA) située à Boves (80).

La société SÉCODE est autorisée à traiter des lixiviats en provenance d'installation externe et dispose à cet effet d'un arrêté préfectoral en date du 22 mai 2007. M. Gurdebeke précise que ce déchet n'est pas considéré comme dangereux.

La qualité des lixiviats présents dans le bassin de stockage est suivie trimestriellement et un relevé mensuel du volume de lixiviats produit par l'installation est également effectué.

La traçabilité du transfert des lixiviats figure dans le rapport d'activité.

*** Conditions météorologiques et bilan hydrique**

La société SA GURDEBEKE réalise annuellement un bilan hydrique sur la base du relevé des précipitations réalisé sur site, à partir de la station météorologique dont est équipé le centre de stockage de déchets. Par ailleurs, le volume des lixiviats est relevé mensuellement.

M. Gurdebeke explique le principe de fonctionnement de la station météorologique. La station est équipée d'un collecteur des eaux météoriques, lequel alimente des coupelles en eau reposant sur un balancier. Selon M. Gurdebeke, chaque coupelle remplie d'eau représente un volume d'eau de 4.22 cm³, correspondant à une hauteur de précipitations de 0,20 mm d'eau au m². A chaque coupelle remplie, le balancier s'incline et envoie, via un contacteur, en enregistrement d'impact vers l'ordinateur qui incrémente ainsi le relevé de la station météorologique de 0,20 mm d'eau au m². M. Gurdebeke précise par ailleurs que la station météorologique fait l'objet d'étalonnage et calibrage.

M. Mionnet a repris les données de la dernière CSS ainsi que le rapport annuel. Il constate une différence notable de hauteur de précipitations entre les enregistrements de la station météorologique du site comparée à la station météorologique de Beauvais (la hauteur de précipitations enregistrée par la SA Gurdebeke représente 47 % de la hauteur de précipitations enregistrée par la station de Beauvais).

M. Gurdebeke indique s'être rapproché de la station de Beauvais pour en avoir confirmation et précise qu'il est en capacité de fournir un certificat d'étalonnage de sa propre station.

La DREAL indique qu'elle a également comparé les relevés de pluviométries enregistrés par la station météorologique de la SA Gurdebeke pour son site d'Hardivillers et les relevés de la station météorologique de Beauvais et qu'elle a établi le même constat que M. Mionnet, à savoir une différence de précipitations notable alors que les deux sites sont distants d'environ 20 kilomètres. À ce stade, la DREAL indique qu'elle va saisir officiellement Météo France pour savoir si cette forte différence est plausible.

M. Mionnet ajoute qu'il a fait ses propres calculs et qu'il relève une différence de 800 m³ entre la quantité de lixiviats générés selon le bilan hydrique de la SA Gurdebeke (sur la base des relevés pluviométriques de la station du site) et la quantité de lixiviats qui aurait été produite sur la base des données météo de la station de Beauvais.

M. le sous-préfet sollicite également l'avis de Météo France.

M. Cotel ajoute qu'il est possible d'obtenir d'autres données locales de pluviométrie, notamment auprès des agriculteurs environnants dont certains disposent très vraisemblablement de leur propre station météorologique pour leur propre activité.

M. Mionnet demande quels éléments et quelle communication peut être faite auprès de la population, qui s'interroge sur la gestion des lixiviats du site.

La DREAL répond que tout le monde doit avoir la même information et qu'elle est en attente de précisions complémentaires de la part de Météo France avant de pouvoir apporter une conclusion à cette affaire.

M. le sous-préfet acquiesce.

*** Surveillance de la qualité de l'air**

La campagne de mesure des concentrations en HAP, Oxydes d'Azote (Nox) et de poussières totales dans l'air ambiant a été réalisée entre le 30 novembre et le 5 décembre 2015 par le laboratoire EUROPOLL. Les analyses détaillées figurent dans le rapport d'activité de la société.

Sur les 5 jours de prélèvements, il est observé des résultats homogènes donc conformes aux valeurs de référence.

M. Cotel revient sur le problème des analyses d'eau, et notamment sur le fait que certains rapports d'analyse indiquent des délais de conservation des échantillons dépassés.

M. Gurdebeke répond que des mesures correctives sont en cours et qu'il a changé de laboratoire en avril 2016 (nouveau laboratoire : EUROFINS).

M. Gurdebeke ajoute qu'aucun incident n'a été constaté en 2015, ni aucun aménagement ou travaux, ni aucune visite (hors contrôle de la DREAL).

M. Mionnet revient sur la question de la conservation faunistique et floristique, qui a été évoquée lors de la dernière CSS, et pour laquelle l'exploitant s'était engagé à faire une présentation lors de cette CSS

M. Gurdebeke répond qu'il va ajouter cette omission dans le complément du rapport et précise qu'il y a eu un suivi régulier.

La DREAL ajoute que ce point doit être inscrit à l'ordre du jour de la prochaine CSS.

M. Gurdebeke informe qu'il va envoyer un dossier à la DREAL pour demander la couverture complète des alvéoles du site afin de limiter la quantité de lixiviats générés.

M. Mionnet souhaite savoir à partir de quel tonnage on peut considérer que le site est en fonctionnement et sous quel délai l'autorisation d'exploiter devient caduque.

M. Gurdebeke répond que dès lors qu'il y a réception de déchets, le site est en fonctionnement même s'il n'a reçu depuis le début de l'année que 400 kg.

La DREAL répond que le code de l'environnement prévoit que l'autorisation cesse dès lors qu'il n'y pas, sur un site donné, de fonctionnement des installations pendant deux années consécutives.

M. Pineau demande quand est prévu la prochaine certification ISO ?

M. Gurdebeke répond en novembre 2017.

M. Pineau demande si les avaloirs du ruissellement débordent sur les autres sociétés ?

M. Gurdebeke répond que non.

2. Action de l'inspection des installations classées (voir présentation jointe).

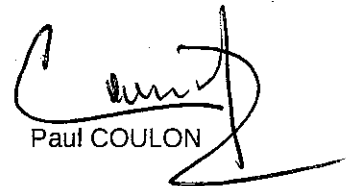
Une inspection du site a été réalisée le 27 mai 2016. 3 écarts simples et une observation ont été constatés par la DREAL. L'écart simple n° 3 a déjà été évoqué à la dernière CSS.

L'inspection réalisée le 27 mai 2016 a notamment porté sur les conditions d'acceptation des déchets sur le site. À cet effet, la procédure d'acceptation des déchets par la SA Gurdebeke a été analysée et un contrôle aléatoire de trois dossiers a été mené.

Par ailleurs, la DREAL a vérifié au cours de cette inspection que les volumes de lixiviats déclarés par la SA Gurdebeke comme étant traités par la SECODE disposent des justificatifs nécessaires. Il a été relevé que l'ensemble du volume de lixiviats déclarés par l'exploitant comme étant traités par la SECODE dispose des Bordereaux de Suivi de Déchets indiquant une réception et un traitement des lixiviats sur le site de Boves.

La séance est levée à 11h40.

Le sous-préfet de Clermont



Paul COULON